

## Quelle citoyenneté participative mettre en œuvre à tous les échelons en Europe ?

Intervention d'Aurélien Condomines, représentant en France de l'expérience d'initiative participative « Pulse of Europe ».

Ce mouvement a été créé en Allemagne en décembre 2016 à l'initiative de deux avocats suite à l'élection de Donald Trump et au Brexit ; inquiétude à propos de l'avenir de l'Europe, avec la perspective de l'élection présidentielle en France. 1<sup>ère</sup> réunion à Francfort. L'objectif : se réunir tous les dimanches et échanger autour du rapport à l'Europe. Changement de rythme après les élections françaises qui ont rassuré. Organisation par villes : en avril 2017, 150 villes dans 15 pays, la majorité (90%) en Allemagne. 40 à 50000 personnes. 500 000 euros de dons levés via internet. Nombreux prix dont le 1<sup>er</sup> prix du Parlement européen et le prix de l'édition allemande. Ces rassemblements à connotation émotionnelle ont pour credo les principes du Traité de Lisbonne (paix, liberté, droits de l'homme, etc.) Succès de cette approche.

Quel bilan au terme d'une année d'activisme pro-européen ?

1- La problématique du mythe fédérateur. Existence de mythes fédérateurs forts (actifs sur les réseaux sociaux) Cf. celui de l'Europe des banquiers pour les milieux d'extrême gauche, celui de la nation pour les milieux d'extrême droite. Face à eux peut-on encore aujourd'hui fédérer les jeunes générations autour du thème de la paix ? Cela suffit-il ? Les institutions européennes commencent à bouger ; rassemblement possible autour du thème de l'Europe qui protège les citoyens (cf. la neutralité d'internet, la protection des données, etc.)

2- La problématique des relais, des réseaux d'influence et de la diffusion. L'attitude des medias est différente d'un pays à l'autre. Si l'on veut toucher la jeunesse, il ne faut pas négliger les réseaux sociaux qui sont des relais importants de diffusion. Les consultations citoyennes prévues en 2018 peuvent être un temps-clé pour parler d'Europe ; importance du démarchage porte à porte (Cf. le succès de l'expérience du mouvement EM en 2017).

Au bout d'une année, on peut constater qu'il est possible de parler d'Europe en dehors de petits cercles étroits et de passer d'une idée un peu abstraite et intello de l'Europe à une idée populaire qui mobilise émotionnellement les citoyens.

Intervention de Jean-Louis Laville, professeur au CNAM (chaire « Economie solidaire ») : Démocratie représentative et démocratie participative.

Une question majeure, celle de l'avenir de la social-démocratie et du modèle européen. Conjoncture préoccupante. Pourquoi y a-t-il des problèmes majeurs théoriques et historiques qui mettent aujourd'hui en danger le projet européen ? Pourquoi cette ignorance par les pouvoirs publics dans de nombreux pays des initiatives citoyennes qui se développent ?

-Présentation des grandes étapes de l'histoire du mouvement associatif qui a représenté en Europe le progrès démocratique ; il était à la fois économique et politique en affirmant que la démocratie n'est pas un ensemble d'institutions mais un mode de socialisation ; elle peut progresser si les citoyens peuvent vivre cette socialisation dans leur vie quotidienne.

La scission de ce mouvement en deux ensembles distincts a inscrit dans les débats une rupture entre économie et politique ainsi qu'une redéfinition restreinte de la solidarité (la philanthropie). Depuis les années 90, tension entre le mouvement associatif revigoré (nombreuses initiatives citoyennes) et les politiques économiques qui évoluent vers une généralisation de la concurrence. Le fondamentalisme de marché menace la diversité économique de la société. C'est la situation actuelle.

- Comment peut-on passer d'un étayage démocratique parlementaire à un étayage qui couple des formes de démocratie représentative et de démocratie participative ? Le renouveau du sentiment d'appartenance européenne en dépend. La co-construction participative de projets (en particulier entre associations et pouvoirs publics) est possible (cf. l'expérience de Barcelone) et dans les territoires, elle est la meilleure façon de lutter contre les populismes et les démagogies autoritaires. Sortir du sophisme économique qui instaure une confusion entre économie et marché. Ré-arrimer la démocratie sur des espaces publics accessibles à tous et nourrir une réflexion sur la pluralisation des formes économiques et la possibilité pour les citoyens de réaliser leurs potentialités dans un cadre qui leur convienne. Plaide pour une nouvelle alliance entre des politiques publiques renouvelées et des formes d'accessibilité à des initiatives qui sont déjà là.

#### Questions/ interventions :

Une intervention : Comment faire pour mieux coupler une démocratie représentative qui s'éloigne des populations avec de nouvelles formes de démocratie participative ? Voit une contradiction entre le fait de vouloir donner davantage les moyens à des initiatives spontanées et locales et en même temps de parler de co-construction, laquelle implique un investissement des pouvoirs publics et un encadrement pour que soient prises en compte les suggestions faites par les initiatives citoyennes. Par ailleurs, pour faire avancer le débat, il faudrait mieux catégoriser ce qui existe dans le domaine. « Pulse of Europe », c'est la base, une initiative spontanée, et il y a des choses plus construites comme les consultations citoyennes. A l'échelle européenne, l'instrument le plus contraignant et le plus abouti c'est l'initiative citoyenne ; elle est encore mal connue. Est-ce le processus lui-même qui est intéressant ? Jusqu'où doit-on aller dans l'implication des pouvoirs publics ?

Une intervention : ces exposés posent plus de questions qu'ils n'apportent d'éléments de réponse. On a évoqué les comportements différents des jeunes générations. Est-ce que ces changements se situent à l'intérieur d'un même groupe de population ou pas ?

L'exposé de Jean-Louis Laville a davantage porté sur les démocraties européennes, les initiatives locales, que sur l'Europe. Faut-il, pour une revitalisation des démocraties européennes, retrouver des formes locales de démocratie participative comme les coopératives ?

Intervention d'Antoine Arjakovsky : importance d'insister sur le mythe, l'émotion, qui sont des catégories déconsidérées par le milieu intellectuel ; important de réconcilier l'intelligence rationnelle et le mythe. Les deux sont nécessaires. Cite l'exemple de la cérémonie pour l'ouverture des JO à Londres. En ce qui concerne l'approche historique, faut-il revoir l'héritage de la Loi Chapelier qui a bloqué la république dès 1790 dans la reconnaissance des communautés, par crainte des communautarismes ? Dans le mouvement associatif actuel, la personne est à la fois membre d'une communauté et sujet de droit. Il serait important de faire passer ce message.

Qu'en pense Jean-Louis Laville ? En ce qui concerne l'exposé de Aurélien Condomines sur « Pulse of Europe », pour ce nouveau récit proposé qui intégrerait davantage de mythe, ne faudrait-il pas mobiliser de nouvelles catégories comme les artistes, les humoristes, etc. qui pourraient apporter beaucoup si on est dans cette logique pleinement mytho-logique ?

Une intervention : pense que la mise en tension de nouvelles formes de démocratie participative avec la démocratie représentative est la bonne voie pour sortir de la situation actuelle. Complexité de l'Europe qui est à la fois une culture commune évidente et des parts de cultures différentes. Cf. la France et l'Allemagne. Pense qu'il faut traiter la question à partir des territoires puis la faire remonter vers l'Europe, avoir une vision de la subsidiarité inverse à celle qui est en vigueur. Qu'en pense l'intervenant ?

Une intervention : parle-t-on suffisamment concrètement de ce qu'apporte l'Europe pour susciter l'adhésion des citoyens ? C'est un gros effort de faire une synthèse de ce qui se fait. Y a -t-il de bons intermédiaires pour transmettre l'information aux politiques, aux journalistes ?

Arte s'engage et fait une meilleure diffusion. Est-ce que « Pulse of Europe » compte s'investir comme association dans les conventions à venir ?

### Réponses d'Aurélien Condomines

La pratique du multiculturalisme est difficile ; l'Europe ne va pas de soi ; problème de la langue.

Pour l'initiative citoyenne, il faut une impulsion forte et bien faite, de bon niveau, sinon c'est l'échec. L'« autre monde » dans lequel vivent les jeunes est très organisé ; il y a des communautés et des modérateurs, des leaders qui donnent l'impulsion ; or il en manque aujourd'hui qui sachent utiliser un discours qui ne soit pas que rationnel et soit capable de toucher les citoyens, d'emporter leur adhésion.

### Réponses de Jean-Louis Laville

- L'articulation démocratie représentative et démocratie participative : il existe des pistes fournies par la recherche et par l'action. Reprendre le débat sur l'espace public et s'en servir. Il y a des publics qui ont été tellement exclus qu'il faut commencer par pratiquer une politique de la porte ouverte. Des espaces sont nécessaires pour que des paroles occultées commencent à avoir un début de légitimité. Ce n'est que dans un deuxième temps que se pose la question de la co-construction. L'accompagnement peut alors intervenir et être accepté.

Exemple de l'expérience lancée en 1997 et menée sur 15 ans dans les Hauts de France. Des moyens ont été utilisés (20 à 30 millions d'euros) pour soutenir des initiatives citoyennes retenues après consultation d'une centaine d'associations. Il existe d'autres exemples en partie invisibles. Un des défis est de travailler sur des aspects de la société qui ont été rendus invisibles, comme les projets occultés de certains quartiers en difficulté. Une des raisons de l'échec des dispositifs participatifs en Europe c'est qu'on crée des espaces de démocratie participative qui ne sont pas liés à des espaces de la vie quotidienne. Il est essentiel de reconnecter les deux.

- La recherche internationale depuis 20/30 ans a montré que les citoyens s'impliquent de moins en moins sur des problématiques généralistes mais de plus en plus sur des actions dont ils peuvent saisir les résultats facilement. Il faut penser la subsidiarité de cette façon : si l'espace européen est propice à la réalisation d'expériences de citoyenneté plus complète, l'adhésion à l'Europe reviendra.

- Il existe une révolution invisible : les formes d'implication citoyenne qui se développent partout dans le monde entier, avec une grande vigueur, le font au détriment des partis et des syndicats. On commence aussi à voir cette révolution invisible dans le débat scientifique ; dans les publications récentes on constate une nouvelle terminologie pour évoquer ces expériences : « émergences qui vont changer le monde », « utopies réalistes », « une nouvelle forme de liberté », etc.

- C'est un choix de société qui est en cause : soit le primat de l'expertise (argument de la complexité des problèmes à résoudre) comme outil de gouvernance, soit utilisation de l'enquête sociale comme le meilleur moyen pour l'apprentissage collectif et pour faire émerger de nouvelles solutions.

En France, il y a des difficultés à cause de l'étatisme congénital, de l'existence d'une mythologie républicaine qui est toujours passée depuis Rousseau par l'invalidation communautaire.

- A propos du modèle coopératif : il ne s'agit pas de le reprendre tel qu'il était car le marché a fini par le changer. Le mouvement associatif a autonomisé la question économique dans l'illusion que le changement de société se faisait par le changement d'infrastructure économique. Le mouvement coopératif doit également changer la représentation qu'il a de lui-même pour que de nouvelles formes puissent apparaître, plus territoriales (Cf. en Argentine) avec une vie sociale propre.

- L'expérience menée dans les Hauts de France a été lancée dans un contexte politique d'alliance nécessaire entre partis politiques. Quand l'un d'eux a retrouvé sa domination, la grande majorité de ces dispositifs a été éradiquée au profit d'une aide à des dispositifs standardisés.

- L'Europe a beaucoup à apprendre des expériences menées en Amérique du sud. Cf. les constitutions de 2008.

Deux ouvrages de Jean-Louis Laville : « Histoire de l'économie sociale et solidaire » et « Mouvements sociaux et économie solidaire ».